

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
30907 Nîmes Cedex 02

Nîmes, le 08/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HEIDELBERG MATERIALS FRANCE CEMENTS

route de Bellegarde
B.P. 130
30300 BEAUCAIRE

Références : 2025-01-09
Code AIOT : 0006600453

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/12/2024 dans l'établissement HEIDELBERG MATERIALS FRANCE CEMENTS implanté Usine de Beaucaire - Route de Bellegarde B.P. 130 30300 Beaucaire. L'inspection a été annoncée le 11/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HEIDELBERG MATERIALS FRANCE CEMENTS
- Usine de Beaucaire - Route de Bellegarde B.P. 130 30300 Beaucaire
- Code AIOT : 0006600453
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société HEIDELBERG MATERIALS FRANCE CEMENTS à Beaucaire est une cimenterie. Elle produit du clincker et du ciment. Elle co-incinère des déchets dangereux et non-dangereux. Elle est identifiée comme installation PN (prioritaire national) en raison de ses rejets atmosphériques et fait l'objet, dans ce cadre, d'au moins une inspection annuelle vis à vis de la réglementation ICPE.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Équipement sous pression
- Dossier de porter à connaissance stockage CLS
- Mesure des PFAS dans les rejets atmosphériques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	réduction des niveaux sonores	AP de Mise en Demeure du 18/05/2020, article 1-3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Contrôles continus des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 13/09/2017, article 9.6.3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	transmission des contrôles périodiques	AP Complémentaire du 18/05/2020, article 10	Demande d'action corrective	2 mois
4	plan de protection de l'atmosphère - rejets diffus	AP Complémentaire du 18/05/2020, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	conception et aménagement de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 13/09/2017, article 31.3	Demande d'action corrective	2 mois
7	suivi des équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Demande d'action corrective	12 mois
9	dossier de porter à connaissance stockage des CLS	Code de l'environnement du 17/12/2024, article R181-46	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	estimation des flux de poussières diffuses	AP Complémentaire du 18/05/2020, article 7	Sans objet
8	campagne d'analyse des PFAS dans les rejets canalisés	Arrêté Ministériel du 31/10/2024, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection a permis de vérifier l'avancement des actions engagées depuis plusieurs années sur les thématiques bruit et air en particulier.

Le dernier rapport de mesure sur le bruit montre pour la première fois le respect de l'émergence réglementaire dans les 3 ZER de jour comme de nuit. L'inspection ne peut toutefois lever les dispositions de l'arrêté de mise en demeure puisque les conditions de mesure ne correspondent pas à la norme.

Pour ce qui concerne les émissions atmosphériques canalisées, les résultats de 2024 sont globalement moins bons qu'en 2023. L'exploitant doit justifier cette situation.

D'après les calculs fournis par l'exploitant, les émissions diffuses sont en régression.

Le détail de chacun des constats figure dans les fiches de constat du présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : réduction des niveaux sonores

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 18/05/2020, article 1-3
Thème(s) : Risques chroniques, respect VLE bruit
Prescription contrôlée : L'exploitant est mis en demeure de respecter les niveaux sonores et d'émergence fixés à l'article 13.4.2 de l'arrêté préfectoral n°17-104 N du 13 septembre 2017 selon ces jalons: - en fournissant sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté le plan des actions à engager pour réaliser les travaux prévus afin d'atteindre cet objectif ; - en respectant à l'échéance du 31/12/2021 les niveaux d'émergence dans les zones à émergence réglementée ; - en respectant à l'échéance du 31/03/2023 les niveaux sonores en limite de propriété. Concernant l'émergence, l'article 13.4.2 de l'AP du 13 septembre 2017 indique : "Lorsque le niveau de bruit ambiant, incluant les bruits des installations, est supérieur à 45 dB(A), les bruits émis par les installations ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure à : - 5 dBA pour la période allant de 7 h à 22 h sauf dimanches et jours fériés, - 3 dBA pour la période allant de 22 h à 7 h ainsi que les dimanches et jours fériés."
Constats : Historique des constats : Par courrier daté du 18 novembre 2020, l'exploitant a transmis son plan d'actions pour respecter les exigences réglementaires en matière de bruit à l'issue des échéances reprises dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure. Les derniers rapports de mesure de bruit relèvent pour les 3 zones à émergence réglementée : <ul style="list-style-type: none">• rapport Echo du 3 juin 2022 (mesures du 3 et 4 mai 2022) :ZER A de nuit non conforme +4 dBA pour limite à +3 dBA.• rapport Echo du 9 février 2023 (mesures du 28 et 29 septembre 2022) :ZER B de nuit non conforme +6 dBA pour limite à +3 dBA.ZER A de nuit non conforme +6 dBA pour limite à +4 dBA.• rapport Echo du 23 juin 2023 (mesures du 31 mai et 1er juin 2023) :ZER B de nuit non conforme + 5,5 dBA pour limite à +4 dBA. Le plan d'action initial de réduction des émissions sonores présenté par l'exploitant en 2020

comporte 3 phases. Selon la modélisation acoustique, un plan en 28 actions de traitement acoustique a été élaboré. A ce jour les 28 actions et études ont été réalisées. L'exploitant a complété cette liste jusqu'à 43 actions. Au cours du GE (grand entretien) de mars 2024, l'ajout de deux nouveaux silencieux, l'un à la cheminée du four et l'autre à la cheminée du refroidisseur est programmé. Ces travaux découlent des études qui avaient été initialement prévues dans le plan d'action initial. D'après l'exploitant, ces travaux de protection acoustique devraient permettre le respect des niveaux d'émergence dans les zones à émergence réglementée.

Les rapports de mesure mentionnés ci-dessus relèvent pour les 7 points de mesure du niveau de bruit en limite de propriété, le respect global des valeurs limites d'émission de 70 dBA de jour et 60 dBA de nuit excepté pour le point LP3 proche du broyeur à cru. Ce point de mesure est situé au Sud du site sans proximité de riverains. L'inspection estime que la priorité d'action doit porter sur le respect des niveaux sonores dans les ZER.

Lors de l'inspection du 6 décembre 2013, les rapports de mesure de bruit transmis depuis l'arrêté de mise en demeure du 18 mai 2020 ne permettaient pas de démontrer que les niveaux sonores sont respectés dans les 3 ZER de façon simultanée. L'efficacité des travaux programmés sur les 2 cheminées en mars 2024 seront mesurés après leur réalisation. L'inspection demande à l'exploitant de programmer une mesure de bruit dès la fin de ces travaux de façon à vérifier leur efficacité et de transmettre les résultats dès réception. En complément de la transmission des mesures de bruit faites à l'issue du GE de mars 2024, l'inspection demande à l'exploitant pour la fin mai 2024 de fournir un bilan détaillé et argumenté (intégrité, maintenance et efficacité) des 43 actions mises en place pour le respect des niveaux de bruit réglementaires.

En juin 2024, l'exploitant a transmis un rapport des émissions sonores mesurées les 22 et 23 mai 2024 par Echo rapport n°202406, en précisant que les résultats en ZER A, B et C sont maintenant conformes le jour et la nuit.

Par courrier du 31 mai 2024, l'exploitant a transmis un état de suivi de l'efficacité des insonorisations mises en place.

Depuis la transmission de ce rapport, l'exploitant a précisé qu'une nouvelle mesure a été réalisée le 11 et 12 décembre 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Bien que le dernier rapport mentionne le respect des valeurs d'émergence de jour comme de nuit sur les 3 ZER. L'inspection précise que dans les rapports de mesures établis depuis 2020, le bruit résiduel pris comme référence est celui mesuré en 2020. La norme 31-010 précise que les deux mesures (bruit ambiant et bruit résiduel) ne doivent pas être éloignées dans le temps pour prendre en compte la réalité de l'environnement sonore.

De plus, ce rapport transmis en juin 2024 indique en page 10 que les mesures de bruit ambiant et résiduel ont parfois été réalisées à des emplacements légèrement différents.

--> Pour permettre de lever les dispositions de l'article 1.3 de l'APMD, l'exploitant doit faire réaliser des mesures de bruit de niveaux sonores et d'émergence avec mesure de bruit résiduel renouvelée. Les points de mesure pour le bruit ambiant et résiduel doivent être similaire. Ces mesures sont à transmettre dès réception à l'inspection.

--> De plus, consécutivement au plan d'action initial de travaux visant la réduction des émissions sonores, l'inspection demande à l'exploitant de s'engager désormais sur une périodicité de contrôle d'intégrité, de maintenance et d'efficacité des dispositifs d'insonorisation mis en place ainsi que son engagement à réaliser les travaux nécessaires pour maintenir leur efficacité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Contrôles continus des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2017, article 9.6.3
Thème(s) : Risques chroniques, respect VLE air
Prescription contrôlée : Les teneurs en polluants des émissions gazeuses en provenance du four doivent respecter les valeurs limites suivantes (teneur en O ₂ de 10%) : - Poussières totales : 20 mg/Nm ³ (moyenne journalière) (*) - Chlorure d'hydrogène (HCl) : 10 mg/Nm ³ (moyenne journalière) (*) - Fluorure d'hydrogène (HF) : 1 mg/Nm ³ (moyenne journalière) (*) - NOx concentration : 500 mg/Nm ³ (moyenne journalière) (*) pour le refroidisseur à clinker : 20 mg/Nm ³ en poussières
Constats : Les résultats transmis ou connus au moment de l'inspection au titre de 2024 montrent: <ul style="list-style-type: none">• 9 dépassements sur les NOx en 2024; 5 en 2023, 8 en 2022 ;• 12 dépassement poussières four en 2024; 0 en 2023, 22 en 2022;• 0 dépassement HCl en 2024; 1 en 2023, 3 en 2022;• 12 dépassements poussières refroidisseur en 2024; 6 en 2023, 25 en 2022
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection constate une dégradation des résultats des mesures d'autosurveillance des rejets atmosphériques en 2024 et particulièrement au cours du mois de décembre 2024. L'exploitant doit justifier cette dégradation et préciser les mesures prises pour respecter les valeurs limites d'émission des rejets atmosphériques fixées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : transmission des contrôles périodiques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/05/2020, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Prescription contrôlée : L'exploitant adresse à l'inspection sous un délai de 8 jours à compter de leur réception, les résultats des contrôles périodiques sur les rejets atmosphériques prévus aux articles 9.7.6, 9.7.7 et 9.7.8 de l'arrêté n° 17-104N du 13 septembre 2017. Ces résultats sont complétés si besoin de commentaires et accompagnés du comparatif avec les valeurs relevées le même jour en contrôle continu.
Constats :

<p>Pour 2024, les délais de transmission des résultats des contrôles périodiques ne sont pas respectés .</p> <p>Au titre de 2024, les prélèvements de la quatrième mesure annuelle des rejets du four sont programmés pour janvier 2025. Les résultats devront être transmis à l'inspection dès réception.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit prendre en compte les résultats et transmettre à l'inspection dès réception les rapports de mesure des contrôles périodiques des rejets atmosphériques prévus aux articles 9.7.6, 9.7.7 et 9.7.8 de l'arrêté préfectoral n°17-104N du 13 septembre 2017.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : plan de protection de l'atmosphère - rejets diffus

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/05/2020, article 6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, air</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 8 mois à compter de la notification du présent arrêté l'exploitant fournit un plan d'action de réduction de l'ensemble des émissions de poussières diffuses comprenant:</p> <ul style="list-style-type: none"> - identification exhaustive des sources et des émissions diffuses, - études des possibilités de réduction, - proposition de mise en œuvre avec échéancier dûment justifié.
<p>Constats :</p> <p>Ce document a été transmis par courrier daté du 27 janvier 2021. Les engagements de l'exploitant vis-à-vis de la réduction des émissions diffuses étaient précisés à la page 12 sous la forme de 14 actions à mettre en œuvre. Le tableau de suivi fourni par l'exploitant pour cette inspection indique un taux d'avancement de 100%. Toutefois ce document n'identifie pas formellement les mesures prises.</p> <p>La précédente inspection demandait à l'exploitant de compléter ses engagements en fournissant le détail des mesures déjà prises afin de réduire les émissions diffuses et celles qui sont envisagées. L'exploitant n'a pas répondu à cette demande.</p> <p>L'exploitant a indiqué que la sensibilisation du personnel pour lutter contre les émissions diffuses de poussières porte ses fruits avec le constat qu'elles sont signalées et prises en compte par le personnel sans attendre le signalement par les riverains.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant, en lieu et place du plan d'action de réduction de l'ensemble des émissions de poussières diffuses, d'établir un bilan exhaustif des mesures mises en place et de s'engager sur un plan de contrôle préventif et curatif de l'ensemble des dispositifs permettant de limiter les émissions diffuses de poussières.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : estimation des flux de poussières diffuses

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/05/2020, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, air
Prescription contrôlée : <p>Dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté l'exploitant transmet une évaluation de ses émissions diffuses en s'appuyant sur une méthode d'estimation des flux d'émissions de poussières diffuses, approuvée par un organisme tiers reconnu.</p>
Constats : <p>La cimenterie est située en zone PPA. Elle fait l'objet de plaintes de voisinage en raison des rejets de poussières. Cette estimation régulière des émissions diffuses doit permettre à l'exploitant de vérifier et de valoriser l'efficacité des mesures prises ou à prendre pour les réduire. L'estimation était de 105 tonnes pour 2021 et du même ordre de grandeur pour 2022. En 2023, l'estimation était de 97 tonnes. Pour 2024, l'exploitant a indiqué que le calcul d'émissions diffuses de poussière serait de l'ordre de 63 tonnes.</p> <p>Les calculs de ses émissions sont transmis avec les bilans trimestriel d'autosurveillance des rejets air canalisés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : conception et aménagement de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2017, article 3.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, émissions sonores-poussières
Prescription contrôlée : <p>Les installations ainsi que les bâtiments et locaux qui les abritent sont conçus, aménagés, équipés et entretenus de manière à éviter, même en cas de fonctionnement anormal ou d'accident, une aggravation du danger.</p> <p>....</p>
Constats : <p>Lors de la visite terrain, il est apparu que la porte du local de stockage des CSR ne ferme plus</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>--> L'inspection demande à l'exploitant de remédier à cette situation.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : suivi des équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, liste de suivi des équipements sous pression
Prescription contrôlée : III - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression."
Constats : L'exploitant a établi des listes de ses équipements sous pression avec les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et prochaine requalification périodique. Certains équipements présentent des retards vis à vis des inspections ou des requalifications. L'exploitant a présenté son programme d'intervention 2025 avec la liste des équipements qui doivent faire l'objet d'une visite ou d'une requalification de façon à se mettre en conformité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant a établi des listes conformes à la réglementation. Ces listes montrent des retards pour certaines inspections périodiques et certaines requalifications --> En 2025, l'exploitant doit faire procéder aux inspections et requalifications nécessaires au respect des périodicités de contrôle fixées par la réglementation des équipements sous pression. --> Au terme de l'année 2025, l'exploitant transmet les listes de ses équipements pour justifier du respect des dates d'inspection périodique et de requalification obligatoire. --> L'exploitant doit également vérifier les Déclarations de Mise en Service de ses équipements sous pression. Depuis 2015, elles doivent être télédéclarées sur LUNE (https://lune.din.developpement-durable.gouv.fr/). Avant cette date, un récépissé de la DMS doit être présent dans le dossier de l'équipement. Si ce n'est pas le cas, cette DMS peut être faite de façon rétroactive sur LUNE.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 12 mois

N° 8 : campagne d'analyse des PFAS dans les rejets canalisés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/10/2024, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, recherche PFAS dans les rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée [.....] fait réaliser une campagne de prélèvements et d'analyses des substances listées au présent article sur chaque point d'émissions atmosphérique canalisée résultant du traitement thermique de déchets de l'installation.

<p>Cette campagne porte sur :</p> <p>1° Le prélèvement et l'analyse de chacune des substances PFAS listées à l'annexe I au présent arrêté ;</p> <p>2° La mesure du fluorure d'hydrogène (HF) ;</p> <p>3° La mesure des principaux paramètres périphériques associés : débit, teneur en oxygène, température, pression, teneur en vapeur d'eau.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant exploite une installation de co-incinération de déchets visée par la rubrique 3520 de la nomenclature ICPE.</p> <p>L'exploitant doit réaliser une campagne de prélèvements et d'analyses des substances listées au présent article sur chaque point d'émission atmosphérique canalisée résultant du traitement thermique de déchets de l'installation.Cette campagne porte sur :</p> <p>1° Le prélèvement et l'analyse de chacune des substances PFAS listées à l'annexe I au présent arrêté ;</p> <p>2° La mesure du fluorure d'hydrogène (HF) ;</p> <p>3° La mesure des principaux paramètres périphériques associés : débit, teneur en oxygène, température, pression, teneur en vapeur d'eau.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant que l'échéance de réalisation de ces prélèvements est fixée au 30 avril 2026.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : dossier de porter à connaissance stockage des CLS

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 17/12/2024, article R181-46</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, PAC relatif aux CLS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le 9 juillet 2024, un dossier de porter à connaissance relatif à la mise en place d'un stockage provisoire de 70 m3 de Combustible Liquide de Substitution de façon à</p>

démanteler les deux cuves actuelles et à réimplanter ultérieurement un nouveau stockage de CLS. L'inspection avait précisé par mail en date du 30 juillet 2024 que le dossier ne justifie pas le respect des dispositions réglementaires relatives à l'aménagement et l'exploitation du dépôt de combustible liquide de substitution et à son installation de dépotage reprises aux articles 16.1 et 16.2 de votre arrêté préfectoral n°17.104N du 13 septembre 2017. Courant décembre, l'exploitant a transmis des compléments au dossier initial. Ces éléments ont été examinés lors de l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les éléments transmis ne permettent pas d'identifier le respect des dispositions des articles 16.1 et 16.2 de l' arrêté préfectoral n°17.104N du 13 septembre 2017 qui sont à reprendre et à justifier point par point.

En particulier, la double paroi envisagée peut tenir lieu de rétention pour le réservoir concerné à la condition que le contrôle de l' étanchéité puisse être vérifié à tout moment.

La conformité de la zone de dépotage est à justifier suivant les dispositions de l'article 25 de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation :
article 25

VI. - Dispositions spécifiques aux aires de chargement, déchargement et manipulation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois